**Annexe 1**

**Fiche de renseignements à fournir par les intervenants à une opération en biens divers**

Ce document constitue l’annexe 1 de l’instruction AMF DOC-2017-06 - Procédures d’enregistrement et établissement d’un document d’information devant être déposé auprès de l’AMF par les intermédiaires en biens divers.

**Avertissement**

Ces renseignements doivent être fournis par toute personne physique[[1]](#footnote-1) participant à une opération en tant qu’initiateur, gestionnaire, personne recueillant des fonds ou personne assurant la reprise ou l’échange au titre du I de l’article L. 550-1 du code monétaire et financier et par toute personne initiant une opération au titre du II du même article. Ils sont accompagnés d’un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3)[[2]](#footnote-2)

Les réponses au questionnaire ci-dessous doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer le jugement de l’AMF. Il importe que toutes les rubriques soient remplies. D'une façon générale, les renseignements demandés portent sur la période où la personne concernée a exercé des responsabilités ainsi que sur la période immédiatement consécutive à la cessation de ces fonctions (jusqu'à un an après ladite cessation)[[3]](#footnote-3).

Des manquements ou infractions ayant donné lieu à amnistie ne doivent pas être mentionnés.

Le questionnaire doit être retourné dûment complété et signé par l'intéressé et par l’initiateur de l’offre désigné au 1° du I et II de l’article L. 550-1 du code monétaire et financier.

|  |
| --- |
| [1]. Nom de l’offre de biens divers pour laquelle ces renseignements sont fournis : ………………………………………………………………………………………………………………………………….. |
| [2]. Identité de l’intervenant :  (*Fournir la copie d’une pièce d’identité*)  - Nom et prénom : ………………………………………………………………………………………………..…  - Noms et prénoms des parents[[4]](#footnote-4) : ………………………………………………………………………………  - Date et lieu de naissance : ……………………………………………………………………………………..…  - Nationalité : …………………………………………………………………………………………………………  - Adresse personnelle[[5]](#footnote-5) : ……………………………………………………………………………………….  - Niveau de connaissance en français (pour les non francophones) : …………………………………………  - Intitulé de la fonction[[6]](#footnote-6) : ………………………………………………………………………………………...  [3]. Qualité de l’intervenant :   * Initiateur de l’offre en biens divers * Gestionnaire * Intermédiaire recueillant les fonds |

1. Quelle sera l'étendue des fonctions que vous exercerez ?

2. Pour chacune des deux dernières fonctions exercées au cours des dix dernières années, quelles responsabilités avez-vous effectivement exercées[[7]](#footnote-7) et quels résultats[[8]](#footnote-8) avez-vous obtenus ?

3. Avez-vous été au cours des dix dernières années ou êtes-vous un actionnaire significatif[[9]](#footnote-9), un associé en nom ou un associé commandité d'une autre société (dans l'affirmative, précisez le nom et l'activité de ces sociétés ainsi que le montant de votre participation) ?

4. L'une des sociétés dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez encore des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, s'est-elle vu, à votre connaissance, refuser ou retirer une autorisation ou un agrément dans le domaine bancaire ou financier, en France ou à l'étranger ?

5. L'une des sociétés dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, a-t-elle fait l'objet, à votre connaissance, d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire, ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle ? Une telle procédure est-elle en cours ?

6. Avez-vous été ou envisagez-vous d'être prochainement partie à un arrangement amiable ou à une procédure judiciaire en France ou à l'étranger ayant pour objet un apurement des dettes d'une entreprise dont vous avez été ou seriez encore dirigeant, actionnaire significatif ou associé ? Avez-vous fait l’objet d’une faillite personnelle ou d’une autre mesure d’interdiction prévue aux articles L. 653-1 et suivants de commerce, ou même d’une quelconque interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ?

7. Parmi les sociétés dans lesquelles vous exercez des responsabilités, ou dont vous êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, quelles sont celles qui, à votre connaissance, entretiennent ou pourraient entretenir des relations d'affaires significatives ?

8. Indiquer, le cas échéant, la liste de vos autres activités et mandats sociaux.

Indiquer les activités et mandats sociaux pour lesquels vous pourriez connaître des conflits d’intérêts. Dans ce cas, préciser les dispositions que vous comptez prendre pour y remédier.

9. Avez-vous, au cours des dix dernières années, exercé des fonctions au sein d'une société dont les commissaires aux comptes ou les contrôleurs légaux[[10]](#footnote-10) ont refusé de certifier les comptes ou pour laquelle ils ont assorti leur certification de réserves ou d'observations ?

10. Avez-vous, au cours des dix dernières années, fait l'objet d’une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité professionnelle (y compris de l’AMF) ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en France ou à l'étranger ou d’une sanction prononcée par un organe central (au sens des articles L. 511-30 à L. 511-32 du Code monétaire et financier) ? Une telle procédure est-elle en cours ?

11. Avez-vous fait l'objet d'un licenciement pour faute ? (Donnez, le cas échéant, toutes précisions utiles). Une telle procédure est-elle en cours ?

12. Etes-vous concerné, à titre personnel, par une mesure d’interdiction bancaire ou de surendettement ?

13. Entendez-vous effectuer, directement ou indirectement, des opérations personnelles ou professionnelles[[11]](#footnote-11) au titre de l’offre en biens divers concernée ?

14. Avez-vous connaissance d'autres informations susceptibles d'éclairer le jugement de l’AMF sur votre honorabilité et votre compétence ?

« Je soussigné…………………………………[[12]](#footnote-12) certifie l'exactitude des informations ci-dessus et m'engage à porter immédiatement à la connaissance de l’Autorité des marchés financiers les changements des éléments contenus dans cette déclaration les concernant ».

À , le

Signature

1. Les informations relatives aux personnes physiques recueillies par le questionnaire en application de l'article L. 532-9 du code monétaire et financier font l’objet d’un traitement automatisé de données nominatives ayant reçu un avis favorable de la Commission nationale de l’informatique et des libertés (CNIL) en date du 18 septembre 2001.

   Ces informations, collectées par l'Autorité des marchés financiers en sa qualité d’interlocuteur unique des personnes et entreprises demanderesses, sont enregistrées dans le fichier des dirigeants et actionnaires des établissements de crédit et des entreprises d’investissement (FIDEC) et sont destinées au Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et au Comité des entreprises d'assurance. Elles peuvent être communiquées, pour l’accomplissement de sa mission telle qu’elle est définie par le code précité, au fonds de garantie ainsi que, dans le respect de la législation en vigueur, notamment des articles L. 612-6, L. 613-12, L. 613-13, L. 613-20, L. 621-21 et L. 632-1 dudit code, à des autorités de surveillance étrangères.

   Les personnes recensées, qui ne disposent pas, conformément aux dispositions de l’article 38 de la loi précitée du 6 janvier 1978, du droit d’opposition, peuvent avoir accès aux informations les concernant contenues dans FIDEC en adressant une demande écrite au président de l'Autorité des marchés financiers, à l’attention de la Direction de la Gestion d’Actifs, 17 place de la Bourse 75082 Paris cedex 2.

   La communication a lieu dans un bref délai suivant la formulation de la demande.

   Il est procédé à la correction des erreurs éventuelles dans les huit jours ouvrés suivant la communication de l’information rectificative. L’intéressé est avisé par lettre de la rectification. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ou une attestation tenant lieu d’extrait de casier judiciaire (bulletin n°3). [↑](#footnote-ref-2)
3. Afin de permettre d’appréhender les conséquences de son action comme dirigeant. [↑](#footnote-ref-3)
4. Afin d’éviter des erreurs d’identification, ces renseignements ne sont nécessaires que pour les personnes (quelle que soit leur nationalité) nées dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger. [↑](#footnote-ref-4)
5. Indiquer le lieu de résidence envisagé à la suite de la prise de fonctions s'il est différent du lieu actuel. [↑](#footnote-ref-5)
6. Pour laquelle ce dossier est présenté. [↑](#footnote-ref-6)
7. Nombre de collaborateurs, délégations de pouvoirs, capitaux gérés, budget délégué, etc. [↑](#footnote-ref-7)
8. En termes de développement de l'activité et de rentabilité. [↑](#footnote-ref-8)
9. Si oui, précisez le nom et l'activité de ces entreprises ainsi que le montant de votre participation (un actionnaire significatif détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise). [↑](#footnote-ref-9)
10. Concerne les entreprises étrangères. [↑](#footnote-ref-10)
11. À titre d'exemple, la société aura-t-elle parmi ses clients ou fournisseurs une autre société au sein de laquelle vous exercez des fonctions de dirigeant, d'actionnaire significatif, d'associé en nom ou d'associé commandité ? [↑](#footnote-ref-11)
12. Nom et prénom. [↑](#footnote-ref-12)